



La Chine en Méditerranée : un nouvel activisme

Alice Ekman

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2016/4 Hiver , PAGES 73 À 84

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365675369

DOI 10.3917/pe.164.0073

Date de mise en ligne : 07/12/2016

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-4-page-73?lang=fr>



CAIRN . INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

La Chine en Méditerranée : un nouvel activisme

Par **Alice Ekman**

Alice Ekman est chercheur, responsable des activités Chine au Centre Asie de l'Ifri.

La Chine est de plus en plus présente en Méditerranée : propositions de forums de coopération à divers pays de l'Europe du Sud, investissements dans les terminaux portuaires, manœuvres militaires, évacuation de ressortissants... La Méditerranée ne figure sans doute pas au premier rang des préoccupations chinoises. Mais elle est un passage nécessaire pour les exportations chinoises vers l'Europe, et a un rôle non négligeable dans la logique stratégique des Nouvelles routes de la soie.

politique étrangère

Depuis l'arrivée de Xi Jinping à la tête de la présidence de la République populaire de Chine en 2013, la diplomatie chinoise est devenue plus active dans de nombreuses régions du monde. Cet activisme n'oublie pas le bassin méditerranéen : augmentation des investissements dans les marchés de la zone, prises de participations et développement d'une dizaine de ports du pourtour méditerranéen (dont le port du Pirée, en Grèce, depuis 2008 et le port de Cherchell, en Algérie, depuis janvier 2016), volonté d'associer de nombreux pays au projet dit des Routes de la soie, dont les deux pans – maritime et terrestre – devraient se rejoindre à Venise, en passant notamment par la Grèce, l'Italie ou encore l'Espagne, conduite d'exercices militaires conjoints Russie-Chine en Méditerranée orientale en mai 2015... Les activités chinoises en Méditerranée se multiplient dans des domaines parallèles (politique, économique, militaire, etc.). Quelles sont les véritables ambitions chinoises dans la région ? Pékin a-t-il mis en place une stratégie spécifique ? Ces questions ont reçu peu d'attention scientifique pour le moment. On tentera ici d'apporter quelques éléments de réponse, en analysant principalement la présence chinoise dans les pays d'Europe du Sud depuis 2013, et en prenant en compte l'approche d'officiels et chercheurs chinois travaillant spécifiquement sur ces enjeux¹.

1. Cette étude s'appuie sur la réalisation d'une trentaine d'entretiens avec des officiels du Parti communiste, diplomates et chercheurs chinois, à Pékin, Shanghai et Paris, entre janvier et octobre 2016.

Vers une institution chinoise en Méditerranée ?

Création de forums Chine-Europe du Sud

La question d'une stratégie chinoise en Méditerranée se pose plus précisément depuis que le gouvernement chinois ambitionne de créer de nouveaux mécanismes de coopération multilatérale en Europe du Sud. Depuis 2013, la Chine a en effet lancé plusieurs initiatives en ce sens. À Rome, en février 2013, Pékin a organisé pour la première fois une conférence réunissant représentants des ministères de l'Agriculture (dont plusieurs ministres) de six pays d'Europe du Sud (Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Chypre, Malte) et de Chine, dans le but de renforcer la coopération agricole entre les participants².

En novembre 2015 à Xiamen (dans le sud-est de la Chine), l'Administration océanique d'État et le ministère des Affaires étrangères chinois ont organisé une autre rencontre avec ces six mêmes pays d'Europe du Sud, portant cette fois sur la coopération maritime. Cette rencontre – la première de ce type, intitulée « Forum of Marine Cooperation between China and South European Countries » – a réuni des représentants officiels de haut niveau³ et des experts des questions maritimes. À l'issue de ce forum, et progressivement ces trois dernières années, la Chine a développé avec la Grèce, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, Chypre et Malte⁴ des partenariats de « coopération maritime globale » incluant la construction ou le développement de ports, de parcs industriels aux alentours, de réseaux de transports, de tourisme et de pêche⁵.

Si la Chine souhaite renforcer rapidement la coopération en matière de développement maritime avec les pays d'Europe du Sud, c'est en premier lieu parce qu'elle cherche à développer le pan maritime (*21st-Century Maritime Silk Road*) de son plan des Nouvelles routes de la soie (*One Belt, One Road*). La coopération entre la Chine et ces pays européens – et en premier lieu la Grèce – constituerait « l'extension européenne » de la route

2. Communiqué officiel du ministère des Affaires étrangères sur cet événement : « Vice Premier Hui Liangyu Attends Roundtable Conference on Agriculture Cooperation between China and Six Southern European Countries », 14 février 2013, disponible sur : <www.chinese-embassy.org.uk>.

3. Présence de certains ministres et vice-ministres européens chargés des questions maritimes.

4. Ainsi, à l'issue du forum, Malte a donné son accord pour la mise en place avec la Chine d'un mécanisme intergouvernemental dédié à la coopération maritime bilatérale. « Malta, China to Set-up Inter-governmental Structure to Promote Maritime Sector », *Malta Today*, 9 novembre 2015, disponible sur : <www.maltatoday.com.mt>.

5. Comme le souligne Wang Hong, le directeur de l'administration océanique d'État chinoise, cité par l'agence de presse d'État Xinhua, « China Boosts Maritime Co-op with Southern Europe », 8 novembre 2015, disponible sur : <<http://news.xinhuanet.com>>.

maritime, selon les officiels chinois⁶. Jusqu'à présent, la Grèce est de loin le pays avec lequel la Chine a poussé le plus loin les projets de coopération maritime⁷, notamment au cours de l'année 2015, déclarée « année de coopération maritime Grèce-Chine⁸ ». Mais Pékin cherche désormais à renforcer ce type de coopération avec d'autres pays du bassin méditerranéen, et en premier lieu avec les cinq autres pays qu'elle a réunis lors du forum de novembre 2015, avec l'aide d'Athènes, qui a déjà officiellement déclaré son soutien à ce projet, et que les communications officielles chinoises n'hésitent pas à présenter comme le « représentant des six pays d'Europe du Sud⁹ ».

Au-delà de la coopération maritime et agricole au sens strict, Pékin a pour ambition, avec la création de ces forums sectoriels, de poser les bases d'une coopération économique et politique renforcée avec ces six pays. C'est ce qui transparaît de la synthèse du forum établie par le ministère des Affaires étrangères chinois, qui souligne clairement que l'objectif est de « renforcer la coopération Chine-Europe du Sud en termes concrets dans tous les domaines, y compris maritime, et d'enrichir le partenariat stratégique Chine-UE¹⁰ ». De même, l'impression qui domine les échanges avec des officiels chinois ayant contribué à l'élaboration de ces forums, est que les domaines de coopération sectorielle sont nombreux et interchangeables : « Oui, cela concerne la coopération maritime, mais pas seulement, nous pouvons envisager une coopération renforcée dans tous les domaines, l'agriculture, les transports, les nouvelles technologies, ou d'autres domaines importants pour les deux parties.¹¹ »

Si la Chine cherche à renforcer sa coopération agricole et maritime avec les pays d'Europe du Sud, ces initiatives sectorielles ne constituent que des points d'entrée en vue de la consolidation d'un mécanisme de coopération multilatérale initié par la Chine. Elles ont vocation à faciliter la création d'un mécanisme global, difficile à mettre sur pied sans ces étapes préalables.

6. *Ibid.*

7. « China and Greece have closely worked on maritime infrastructure building, technology, transportation, ship-building, tourism and culture, Wang said, adding the two sides complement each other on maritime development. », [« La Chine et la Grèce ont travaillé étroitement sur la construction d'infrastructures maritimes, la technologie, les transports, la construction navale, le tourisme et la culture », a dit M. Wang, ajoutant que les deux parties se complètent sur le développement maritime. »], *ibid.*

8. Xinhua, « China, Greece Agree to Promote Ties, Deepen Cooperation », 28 mars 2015, disponible sur : <<http://english.gov.cn>>.

9. Voir la déclaration de l'ambassade de Chine en Grèce, 6 février 2016, disponible sur : <<http://gr.china-embassy.org>>.

10. Site du ministère des Affaires étrangères chinoises, 8 novembre 2015, voir sur : <www.fmprc.gov.cn>.

11. Entretien avec des diplomates chinois, octobre 2016.

Vers un mécanisme de coopération souple et élargi ?

Face aux réticences de plusieurs gouvernements des pays concernés (l'Italie, notamment) et de Bruxelles devant la possible institutionnalisation de tels mécanismes de coopération – qui n'incluent ni l'UE ni l'ensemble des pays du pourtour méditerranéen –, il semble que diplomates et chercheurs chinois¹² s'orientent vers la multiplication et la consolidation de mécanismes de coopération souples, spécialisés, en y associant de plus en plus des représentants du monde de l'entreprise et de la société civile (universités, *think tanks*, ONG) – souvent plus faciles à associer que les représentants des gouvernements¹³.

La création d'une institution formelle – ou d'un mécanisme semi-institutionnalisé sur le modèle du « 16+1 », forum annuel créé à l'initiative de Pékin en 2012 et qui regroupe la Chine et 16 pays d'Europe centrale et orientale (parmi ces derniers, des pays membres et des pays non-membres de l'UE) – n'est plus envisagée à court terme par les diplomates et chercheurs chinois, même si ce format demeure pour eux une source d'inspiration intéressante pour affiner et ajuster leurs nouvelles initiatives vers l'Europe du Sud.

Il est difficile de savoir pourquoi la Chine a spécifiquement choisi ces six pays d'Europe du Sud, excluant notamment la France. La raison principale semble être liée à l'idée de l'instauration d'un « nouveau type de relations entre grandes puissances » (*xinxing daguo guanxi*), concept de référence de la politique étrangère chinoise actuelle. Ce concept façonne le processus de sélection par la Chine des pays potentiellement concernés par les initiatives de coopération sous-régionale. En Europe comme dans d'autres zones, la priorité pour Pékin n'est pas d'intégrer les pays les plus influents à ses nouveaux mécanismes de coopération – avec elles, la Chine consolide en priorité les mécanismes de coopération bilatérale, dans une relation qu'elle souhaite davantage « d'égal à égal ». Pékin vise davantage les pays considérés comme « plus petits » qui, regroupés, peuvent désormais constituer des interlocuteurs d'un poids suffisant face à une Chine désormais « grande puissance ».

La Chine use de ce genre de « diplomatie de coopération groupée » (*group cooperation diplomacy*¹⁴) dans un souci d'équilibre et d'efficacité :

12. Au moins deux équipes de recherche ont travaillé sur le sujet ces dernières années (2014-2016), à la demande des ministères et du Parti, en vue de formuler des recommandations précises. On notera, au nombre des équipes rencontrées dans le cadre de cette étude, celle du département des études européennes du China Institute of International Studies (CIIS, *think tank* affilié au ministère des Affaires étrangères), et celle du bureau n° 8 (« Western European Affairs ») de l'International Department of the Central Committee of the Communist Party of China (IDCPC).

13. Entretiens avec des chercheurs et officiels chinois, 2015-2016, séminaire fermé IDCPC – Ifri, Paris, avril 2016.

14. Sur ce sujet, voir H. Dawei, « Analysis of the Group Cooperation Diplomacy of China, with Discussion of China-CEEC Cooperation », *China International Studies*, novembre-décembre 2015.

gain de temps lors des visites de Xi Jinping dans les zones concernées, sommets conjoints, déclarations conjointes, etc. Cet élément d'explication est cohérent avec le goût prononcé de la diplomatie chinoise pour la classification et la hiérarchisation des pays les uns par rapport aux autres¹⁵, et partiellement confirmé par les officiels et chercheurs chinois¹⁶.

Ainsi la diplomatie chinoise n'a-t-elle initialement pas envisagé d'intégrer la France comme membre potentiel du mécanisme de coopération qu'elle entendait créer en Méditerranée, tout comme elle n'a pas envisagé l'Allemagne ou la Grande-Bretagne comme membres d'autres mécanismes de coopération sous-régionale créés ou prévus en Europe (16+1, mécanisme de coopération des pays d'Europe du Nord¹⁷).

Toutefois, ces derniers mois, la diplomatie chinoise évoque de plus en plus l'intégration de la France dans les forums Chine-Europe du Sud qu'elle compte organiser à l'avenir – éventuellement même sur le sol français¹⁸. Les raisons de ce changement sont multiples : au premier abord, certains officiels chinois expliquent que même si la France n'était jusqu'à présent qu'un pays secondaire (une « extrémité » et non un « hub ») dans le développement du pan terrestre des Routes de la soie, elle est cependant destinée à devenir un pays clé dans le développement du pan maritime de ces Routes de la soie en Méditerranée¹⁹, et qu'il est donc logique qu'elle soit intégrée à un mécanisme de coopération qui a vocation à soutenir le développement de cette route.

En réalité, il semblerait que la Chine ait pris pleinement conscience, *a posteriori*, du rôle incontournable de Paris sur les questions méditerranéennes, et de son expérience dans l'organisation de ce type de coopération dans la

15. À ce sujet, voir la synthèse de P. Wood et M. G. Brazil, « Updated: China's Foreign Policy », 18 septembre 2016, disponible sur : <www.p-wood.co>.

16. Même si le discours officiel n'est pas aussi explicite, cette approche transparaît fréquemment dans les échanges avec les chercheurs chinois affiliés à des institutions officielles et chargés de l'élaboration théorique de la politique étrangère du pays, et notamment de la mise en application du concept « new type of major power relationship ». Échanges avec plusieurs directeurs et chercheurs du CICIR, de l'IDCPC et de l'École du Parti au cours de l'année 2016, Pékin et Paris.

17. Ce mécanisme n'a pas été créé, mais une réflexion a été engagée en Chine à ce sujet. Toutefois, il s'agit pour l'instant d'une réflexion secondaire par rapport à celle sur la création d'un mécanisme en Europe du Sud.

18. Échanges informels, Pékin, automne 2016.

19. De fait, la liste des pays européens inclus dans le projet chinois des Routes de la soie est non exhaustive, compte tenu du caractère flou et évolutif du projet. Certains diplomates chinois suggèrent qu'une ville méditerranéenne française pourrait devenir un « hub » de la Route maritime de la soie, sans toutefois l'identifier : « Marseille ? Pourquoi pas, ou une autre ville, ça dépend, à la France de nous dire ! » (Discussions informelles, Paris, octobre 2016).

région²⁰. Surtout, le « sommet des pays méditerranéens de l'UE » organisé à Athènes le 9 septembre 2016 à l'initiative du Premier ministre grec Alexis Tsipras, et qui a réuni les représentants de sept pays européens dont la France, a été suivi de près par la diplomatie chinoise, qui ajuste actuellement sa propre initiative de forum méditerranéen en fonction de ce dernier développement.

Depuis, officiels et chercheurs chinois évoquent plus ouvertement²¹ la possibilité d'intégrer la France dans un format de type « 1+7 » (terminologie non officielle), qui inclurait la Chine et sept pays méditerranéens dont la France (c'est-à-dire les six que la Chine a réunis précédemment, en 2013 et 2015, plus la France – tout en dialoguant, sous une forme ou une autre, avec l'Union européenne²²), voire d'autres pays de la zone²³. La diplomatie chinoise cherchera probablement à la fois à utiliser l'expérience et l'influence de la France et de la Grèce en matière de coopération médi-

Quelle place pour la France ?

terranéenne au bénéfice de son propre mécanisme de coopération dans la zone. La Grèce, déjà membre des forums Chine-Europe du Sud maritime et agricole organisés précédemment par Pékin, semble être un partenaire acquis pour la diplomatie chinoise, qui cherchera sans doute à créer des synergies (voire à combiner, dans la mesure du possible) entre son mécanisme et le format grec du « sommet des pays méditerranéens de l'UE²⁴ ». Comme pour les Routes de la soie, la diplomatie publique chinoise soulignera probablement la « complémentarité » entre l'initiative chinoise et celles de même nature lancées précédemment par les pays méditerranéens.

Pour la France, la question d'une participation – et des conditions de cette participation – à un forum Chine-Europe du Sud se posera avec plus d'insistance dans les prochains mois, alors que les acteurs français

20. Notamment, des tentatives antérieures de créer un mécanisme de coopération en Méditerranée, telle l'Union pour la Méditerranée créée sous la présidence Sarkozy.

21. Entretiens, octobre 2016.

22. « On a bien compris que dans la zone, il faut travailler avec l'Union européenne », chercheur chinois, CIIS, Pékin, octobre 2016.

23. « Ce n'est pas nécessairement 1+7 de manière définitive. C'est plutôt « 1 + N », et N est un nombre qui peut évoluer... sans limite fixée au préalable », chercheur chinois, CIIS, Pékin, juin 2016. « Il vaut mieux avancer étape par étape : d'abord consolider les mécanismes de coopération avec les pays du sud de la Méditerranée, ensuite on pourra éventuellement considérer la participation de pays des Balkans, la Croatie... (dont certains membres du « 16+1 »), et enfin on pourra éventuellement considérer le reste du pourtour méditerranéen, regarder du côté du Maghreb... mais ce n'est pas la priorité. » Officiel chinois, octobre 2016.

24. « Cela va faciliter notre travail », considérait un officiel chinois interrogé sur le sujet en octobre 2016, qui ajoutait : « C'est comme avec l'ASEAN, ça pourra servir de base pour notre coopération : comme pour l'ASEAN + 1-2-3, on pourra faire 7+1. » [...] « Ca sera encore plus efficace que le 16+1, parce qu'il y aura déjà une base solide ! On pourra profiter de l'occasion du sommet existant pour faire encore mieux. »

(gouvernement, mais aussi représentants des entreprises, de la société civile, etc.) seront probablement invités par leurs partenaires chinois à participer à ce type de rencontre en 2017.

Une stratégie chinoise en Méditerranée ?

Une déclinaison méditerranéenne des priorités chinoises

Les initiatives chinoises de création d'un mécanisme de coopération régionale soulignent l'importance que Pékin accorde à la Méditerranée, sans forcément prouver le déploiement d'une stratégie chinoise spécifique à la zone. Depuis le début des années 2000, la Chine développe des mécanismes de coopération multilatérale avec diverses régions, en complément des relations bilatérales existantes. Ces mécanismes prennent le plus souvent la forme de forums de haut niveau, créés à l'initiative de la Chine et se réunissant à rythme annuel : Forum on China-Africa Cooperation (créé en 2000), China-Arab States Cooperation Forum (2004), China-Central and Eastern European Countries Cooperation – dit 16+1 (2012), China-Community of Latin American and Caribbean States Forum – CELAC (2015)²⁵. Ainsi, la création d'un forum en Méditerranée ne ferait que compléter une longue liste qui vise *in fine* à couvrir tous les continents. Comme Hu Dawei, chercheur au CIIS, *think tank* affilié au ministère des Affaires étrangères, le souligne : « La Chine a construit un mécanisme de coopération de base qui couvre la majeure partie du monde.²⁶ »

Pour Pékin, les forums régionaux sont des outils parmi d'autres au service de la restructuration de la gouvernance mondiale, devenue plus que jamais une priorité de la diplomatie sous la présidence de Xi Jinping. La Chine ne souhaite pas seulement contribuer à la restructuration de la gouvernance mondiale, elle veut désormais la mener en multipliant les initiatives tous azimuts lui permettant de renforcer son influence à différents niveaux (intégration dans les institutions et forums existants, revigoration de certains autres – telle la CICA –, nouvelles institutions – comme l'AIIB, Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures –, création de nouveaux forums et autres mécanismes de coopération multilatérale). Dans ses efforts de restructuration, la Chine compte notamment sur le soutien des pays européens, qui ont en majorité rejoint l'AIIB comme membres fondateurs.

25. À cette liste pourraient être ajoutés les mécanismes de coopération que la Chine a établis avec l'ASEAN (1996) et l'UE (1998).

26. « China Has Built-up an Initial Cooperation Framework that Covers Major Parts of the World », *Analysis of the Group Cooperation Diplomacy of China, with Discussion of China-CEEC Cooperation*, CIIS, novembre-décembre 2015.

De manière générale, la politique étrangère chinoise fonctionne par concepts et priorités de référence, édictés par le gouvernement central (« top-level design », *dingceng sheji*) et qu'elle applique et décline ensuite à un maximum de régions et de situations. Cette approche, renforcée sous la présidence de Xi Jinping, doit être pleinement prise en compte dans l'analyse de l'activisme chinois en Méditerranée. Pour la Chine, il s'agit moins de développer une stratégie spécifique à la zone que d'utiliser cette zone pour l'internationalisation et le développement de ses priorités.

La zone elle-même n'est pas définie dans les mêmes termes par les acteurs chinois et européens. Les acteurs chinois (officiels du Parti et des ministères, chercheurs de *think tanks* ou d'universités) emploient rarement le terme de « Méditerranée ». Ils parlent plus d'« Europe du Sud » ou, séparément, d'« Afrique du Nord », et considèrent au quotidien des sous-zones, en fonction de la division géographique²⁷ de l'administration dont ils dépendent. Ce fort cloisonnement administratif et bureaucratique suggère que la diplomatie chinoise ne considère pas, de premier abord, le bassin méditerranéen dans son ensemble. Il est difficile dans ce contexte de parler d'une « stratégie méditerranéenne » de la diplomatie chinoise. Aucune *task-force* trans-départementale ou trans-ministérielle n'a été mise sur pied pour réfléchir à une stratégie chinoise qui s'appliquerait à l'ensemble du pourtour méditerranéen. Et jusqu'à présent, la Chine n'envisage pas la création d'un mécanisme de coopération globale pour l'ensemble de la zone. Il s'agit pour l'heure d'un mécanisme de coopération impliquant en premier lieu les six pays d'Europe du Sud évoqués précédemment (Italie, Grèce, Portugal, Espagne, Chypre et Malte). La coopération avec le reste des pays méditerranéens – pays du Maghreb principalement – s'intègre, elle, dans le cadre d'autres mécanismes de coopération sous-régionaux créés auparavant par la Chine : le FOCAC et le China-Arab Cooperation Forum.

« Europe du Sud » ou « Méditerranée » ?

tementale ou trans-ministérielle n'a été mise sur pied pour réfléchir à une stratégie chinoise qui s'appliquerait à l'ensemble du pourtour méditerranéen. Et jusqu'à présent, la Chine n'envisage pas la création d'un mécanisme de coopération globale pour l'ensemble de la zone. Il s'agit pour l'heure d'un mécanisme de coopération impliquant en premier lieu les six pays d'Europe du Sud évoqués précédemment (Italie, Grèce, Portugal, Espagne, Chypre et Malte). La coopération avec le reste des pays méditerranéens – pays du Maghreb principalement – s'intègre, elle, dans le cadre d'autres mécanismes de coopération sous-régionaux créés auparavant par la Chine : le FOCAC et le China-Arab Cooperation Forum.

Renforcement des capacités maritimes

À l'évidence, le regain d'intérêt de la diplomatie chinoise pour le pourtour méditerranéen s'explique par sa volonté de développer sa Route de la soie maritime dans la zone, depuis le lancement du concept fin 2013. Les mécanismes de coopération multilatérale Chine-Europe du Sud initiés par Pékin seraient d'abord un laboratoire pour l'élaboration et la mise en

27. Voir par exemple, la division géographique du ministère des Affaires étrangères ou du Département international du Parti (IDCPC). Par exemple, au sein de l'IDCPC, le département « Europe de l'Ouest » (bureau n° 8) aura tendance à considérer avant tout la Méditerranée occidentale dans ses réflexions. Voir sur : <www.fmprc.gov.cn> et <www.idcpc.org.cn>.

application du projet chinois à l'échelle sud-européenne. À l'avenir, il est probable que la Chine mette plus formellement les Nouvelles routes de la soie à l'agenda des forums Chine-Europe du Sud²⁸, tout comme elle l'a déjà mis à l'agenda des forums 16+1 en Europe centrale et orientale²⁹. C'est aussi pour cette raison que Pékin ne souhaite pas seulement *via* ce forum développer la coopération maritime, mais aussi les réseaux logistiques³⁰, de transport et de télécommunications au sens large – tel qu'envisagé dans le plan d'action des Routes de la soie.

De plus en plus, la Chine investit massivement dans les ports de la zone méditerranéenne, comme elle le fait dans d'autres zones du monde. Ces dernières années, des compagnies chinoises ont notamment acquis des parts des ports du Pirée, en Grèce ; de Cherchell³¹ en Algérie ; de Port-Saïd et Alexandrie en Égypte ; des ports d'Ashdod et de Haïfa en Israël ; du terminal Kumport du port Ambarli d'Istanbul ; des ports de Gênes et Naples en Italie. La Chine a aussi montré son intérêt pour plusieurs ports au Portugal³². Le gouvernement chinois finance également des connexions ferroviaires à grande vitesse entre le port du Pirée, Belgrade et Budapest, qui devraient être achevées en 2017, et réduire les temps de transport de fret du canal de Suez – dont l'élargissement en 2015 a permis d'augmenter le trafic entre la mer Rouge et la Méditerranée – à l'Europe occidentale.

Ces investissements sont proportionnels à l'importance du marché européen pour la Chine. L'Union européenne est le premier partenaire commercial de la Chine. Réduire les temps et coûts de transports maritimes permet de maintenir les importations chinoises à un niveau compétitif sur le marché européen – alors que plus de 80 % du commerce entre la Chine et l'Union européenne se fait par voie maritime³³.

La question d'une stratégie chinoise en Méditerranée se pose plus expressément depuis l'année dernière, alors que Chine et Russie ont mené en mai 2015 d'importants exercices militaires conjoints, pendant

28. Déjà, les autorités chinoises ont organisé un forum d'envergure sur les Routes de la soie à Madrid en 2015 : le « Silk Road Forum 2015 » a réuni plus de 300 participants, dont des officiels chinois et sud-européens (principalement espagnols), disponible sur : <<http://news.xinhuanet.com>>.

29. Les Nouvelles routes de la soie étaient le thème principal du 4^e sommet 16+1 de Suzhou en novembre 2015.

30. Incluant la construction à l'étranger de zones industrielles spéciales, sur le modèle de celles existant sur le territoire chinois.

31. Xinhua, « China, Algeria to Build Mega Sea Port », 18 janvier 2016, disponible sur : <<http://news.xinhuanet.com>>.

32. C. Lin, « China Drops Anchor in Mediterranean Ports », *Merics Blog*, 25 mai 2016, disponible sur : <<https://blog.merics.org>>.

33. E. Sellier, « China's Mediterranean Odyssey », *The Diplomat*, 19 avril 2016, disponible sur : <<http://thediplomat.com>>.

dix jours, en Méditerranée orientale. Il s'agissait d'une première dans ces eaux pour la marine chinoise. La Chine a peu communiqué sur le sujet³⁴ mais plusieurs éléments d'interprétation peuvent être avancés. De manière générale, la Chine multiplie les exercices dans un maximum de zones, et avec le maximum de pays, dans le but d'apprendre et de professionnaliser ses troupes, et en premier sa marine, alors qu'elle espère rattraper son retard en la matière et devenir une « puissance maritime » (*haiyang qiangguo*) – comme l'a annoncé Xi Jinping dès le début de son mandat. Cet objectif, et la conduite d'un nombre croissant d'exercices conjoints, sont clairement soulignés et encouragés dans le *Livre blanc sur la stratégie militaire chinoise* de mai 2015, publié par le Bureau de l'information du Conseil des Affaires d'État. Il convient également d'interpréter cette coopération sino-russe dans un contexte plus large de « renvoi d'ascenseur³⁵ » dans des eaux que chacun considère comme stratégiques. En septembre 2016, la Russie et la Chine ont conduit des exercices en mer de Chine du Sud³⁶, un peu plus d'un an après les exercices en Méditerranée.

Enfin et surtout, Pékin est conscient qu'il doit désormais être capable d'évacuer ses ressortissants présents dans les zones à risques, y compris en Méditerranée, de manière plus autonome et plus rapide qu'auparavant. En 2011, lors de la crise libyenne, la Chine avait dû évacuer à la hâte ses ressortissants du pays : plus de 35 000, chiffre qui avait été largement sous-évalué par les autorités chinoises au début de la crise. Elle n'aurait pu le faire sans l'aide de pays européens, et en premier lieu de la Grèce, pays par lequel a dû transiter la majeure partie des évacués³⁷. En mars 2015, la Chine a également dû évacuer rapidement près de 600 ressortissants du Yémen. Et elle pourrait encore avoir à le faire demain dans d'autres pays du pourtour méditerranéen, compte tenu du nombre élevé d'ouvriers chinois qui s'y trouvent. Depuis ces événements, la marine chinoise est consciente qu'elle doit renforcer sa présence dans la région afin d'être en mesure de procéder à de nouvelles évacuations.

34. Hormis quelques courtes dépêches Xinhua soulignant que l'exercice ne visait en aucun cas des tiers : Xinhua, «China, Russia Launch Joint Naval Drills», 11 mai 2015, disponible sur : <<http://news.xinhuanet.com>>.

35. Plusieurs échanges avec des *think tanks* chinois confirment cette hypothèse. Il s'agit assurément « d'entraide », entre la Chine et la Russie, selon un cadre du CICIR (entretien, octobre 2016).

36. Exercices d'une durée de 8 jours «Joint-Sea 2016» – les plus importants conduits jusqu'à présent entre les deux marines d'après Liang Yang, porte-parole de la marine chinoise. Il s'agissait du 5^e exercice conjoint entre marines russe et chinoise depuis 2012, toutes régions confondues. G. Wildau, «China and Russia Launch Joint Naval Drills in South China Sea», *Financial Times*, 13 septembre 2016.

37. C. Lin, «China Drops Anchor in Mediterranean Ports», *op. cit.*

C'est avant tout en mer de Chine orientale et occidentale, zone qui concentre plusieurs des intérêts dits «fondamentaux» du pays, que la Chine concentre ses efforts et élabore une stratégie, face à une présence américaine que Pékin considère comme illégitime. En Méditerranée, la compétition sino-américaine est moins frontale, et Pékin se positionne en retrait vis-à-vis des crises de la région (crise migratoire, crise syrienne, lutte contre Daech).

La Chine décline pourtant avec un activisme croissant ses priorités nationales à l'échelle méditerranéenne, en premier lieu avec le renforcement de ses capacités maritimes, civiles comme militaires. Le déploiement de la présence maritime chinoise en Méditerranée pose un certain nombre de questions économiques : le port du Pirée est devenu le principal point d'entrée des produits chinois en Europe, et les investissements chinois dans les infrastructures de transport commencent à affecter l'activité des autres «hubs» portuaires et logistiques traditionnels de la zone (Rotterdam, Anvers ou Hambourg notamment³⁸).

À terme, ces investissements combinés à une présence accrue de la marine chinoise en Méditerranée pourraient générer des retombées géopolitiques et de sécurité plus significatives. De plus en plus de pays méditerranéens pourraient être enclins à soutenir les positions chinoises dans la région et au-delà³⁹ – en mer de Chine du Sud par exemple ; à développer la coopération maritime civile et militaire avec Pékin ; et les capacités de surveillance chinoises dans la zone pourraient se renforcer...

Une présence militaire accrue

Parallèlement, la Chine développe de nouveaux forums et mécanismes de coopération multilatéraux en Méditerranée, cherchant à rattraper son retard d'influence par rapport à d'autres pays déjà bien établis dans la région et ayant précédemment développé – ou tenté de développer – des mécanismes similaires. Cette nouvelle influence chinoise pourrait remettre en cause le cadre politique, mais aussi idéologique⁴⁰, promu par l'Union européenne dans certains pays méditerranéens. Alors qu'elle mène une

38. Par exemple, de nombreuses entreprises internationales – telle Hewlett Packard – ont déplacé leurs principaux points de distribution en Europe, remplaçant Rotterdam par le Pirée.

39. Voir notamment F. P. van der Putten, «Greece: Piraeus and the Maritime Silk Road», Clingendael Report, *Piraeus and the Geopolitical Relevance of China's New Silk Road for Southeast Europe and Turkey*, novembre 2016.

40. Ainsi la Chine promeut-elle actuellement un «dialogue de civilisation Chine-Europe» – par exemple lors d'une conférence organisée par le Parti communiste chinois à Athènes en octobre dernier : Xinhua, «China-Europe Forum Opens in Athens for Better East-West Cultural Understanding», 4 octobre 2016, disponible sur : <www.chinadaily.com.cn>.

politique d'investissement tous azimuts depuis la crise de l'euro – multipliant les investissements dans les pays les plus touchés par la crise –, la Chine n'hésite plus à souligner les faiblesses de Bruxelles et à se positionner en marché alternatif face à ces pays. Dans les prochaines années, il n'est pas exclu que Pékin cherche à concurrencer les programmes de relance et d'aide de l'UE au profit des pays du sud de la Méditerranée, et à y promouvoir plus activement un modèle de développement et de gouvernance alternatif, se positionnant en exemple, comme elle le fait déjà pour un nombre croissant de pays faisant face à des difficultés économiques.



Mots clés

Chine
Méditerranée
Routes de la soie
Europe du Sud